

Régiment du Service Militaire Adapté de la Martinique

Cahier des Clauses Administratives Particulières

02-2024 RSMA-M

MARCHE A PROCEDURE ADAPTE

**Soumis aux dispositions des articles R 2123-1 à R 2123-7 du code de la
Commande publique**

**Camp de l'Anse Figuier
Adaptation capacitaire et mise en conformité des réseaux**

Lieu d'exécution : Camp de l'Anse Figuier (CAF)

Table des matières

1	Objet du marché – dispositions générales	5
1.1	Objet du marché.....	5
1.2	Décomposition du marché	5
1.2.1	Lots	5
1.2.2	Tranches	5
1.3	Mesure de sécurité – confidentialité	6
1.3.1	Obligation de confidentialité.....	6
1.3.2	Mesures de sécurité	6
2	Intervenants	7
2.1	Maitre d’ouvrage.....	7
2.2	Maître d’œuvre	7
2.3	Titulaires.....	7
2.4	Formes des notifications et informations	7
2.4.1	Communication au titulaire.....	7
2.4.2	Forme des notifications et informations	8
2.5	Désignation des sous-traitants en cours de marché	8
2.6	Contrôle technique.....	8
2.7	Coordinateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)	8
2.8	Mission sécurité et protection de la santé (SPS).....	8
3	Pièces constitutives du marché.....	8
3.1	Pièces constitutives du marché.....	8
3.2	Langue	9
3.3	Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances.....	9
4	Modalités de règlement – variations des prix.....	9
4.1	Demandes de paiement mensuel.....	9
4.1.1	Mise en garde du titulaire	9
4.2	Les prix.....	10
4.2.1	Contenu des prix.....	10
4.2.2	Variation des prix.....	10
4.2.3	Mois d’établissement des prix.....	10
4.2.4	Modalités de variation des prix	10
4.2.5	Application de la taxe sur la valeur ajoutée	11
5	Avance	11
5.1	Modalité de calcul de l’avance	11
5.2	Modalité de versement de l’avance	11
5.3	Remboursement de l’avance.....	11
5.4	L’avance versée au sous-traitant.....	11

5.4.1	Calcul du montant de l'avance	12
5.4.2	Versement de l'avance	12
5.5	Païement des cotraitants et des sous-traitants	12
5.5.1	Groupeement : paiement des membres du groupeement	12
5.5.2	Païement des sous-traitants	12
6	Retenue de garantie	12
7	Délais d'exécution – pénalités	13
7.1	Délai d'exécution des travaux et prolongation	13
7.2	Pénalités	13
7.3	Dispositif de vigilance avec e-attestations.com	14
7.3.1	Formes de notifications et informations	14
7.3.2	Obligations d'informations relatives aux titulaires	14
7.3.3	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	15
8	Modalités d'exécution du marché	15
8.1	Piquetage général	15
8.2	Piquetage spécial des ouvrages enterrés	15
8.3	Ouvrages non repérés	15
8.4	Provenance, qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits	15
9	Préparation et exécution des travaux	16
9.1	Période de préparation	16
9.1.1	Par les soins du maître d'œuvre	16
9.1.2	Par les soins du titulaire	16
9.1.3	Documents soumis au visa du maître d'œuvre	16
9.2	Echantillons - notices techniques - PV d'agrément	16
9.3	Plan d'exécution – note de calculs – étude de détail	16
9.4	Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier	16
9.4.1	Installations de chantier et lieux de dépôts provisoires	16
9.4.2	Mise à disposition des énergies	16
9.4.3	Sécurité, hygiène du chantier et mesure d'ordre	17
9.4.4	Signalisation des chantiers	17
9.4.5	Lutte contre le travail dissimulé	17
9.4.6	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
9.4.7	Emploi d'explosifs	18
9.4.8	Travaux d'électricité	18
9.5	Gestion des déchets de chantier	18
9.6	Documents fournis après exécution des travaux	18
10	Contrôle et réception des travaux	18
10.1	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	18

10.2	Garanties contractuelles	18
11	Modification et résiliation du marché.....	18
11.1	Modification du marché	18
11.2	Résiliation du marché.....	19
11.2.1	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	19
12	Différends, litiges - voie de recours.....	19
12.1	Différends et litiges	19
12.2	Voie de recours.....	19
12.3	Règlement amiable des litiges et des différends	20
13	Dérogations aux documents généraux.....	20

1 Objet du marché – dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le Régiment du Service Militaire Adapté de la Martinique souhaite améliorer les conditions de vie des permanents, des unités de passage et des familles sur le camp de l'Anse Figuier (CAF) ; également mettre en conformité les réseaux et le traitement des eaux usées du CAF.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les CCTP et leurs annexes.

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Le présent marché de travaux est alloté en 2 lots distincts :

- **LOT 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE** : il a pour objectif d'améliorer les conditions de vie du personnel sur place par la réhabilitation de l'existant et la construction d'un nouveau bâtiment intégrant des sanitaires mixtes ;
- **LOT 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD)** : il a pour objectif de procéder à l'installation d'une STEP avec « filtration par végétaux » et d'adapter l'ensemble des réseaux (fluides et électricité) aux nouvelles installations. Ces derniers seront enterrés.

1.2.2 Tranches

1.2.2.1 Objet des tranches

Le marché fait l'objet d'une (1) tranche ferme (TF) et d'une (1) tranche optionnelle (TO1).

Tranche ferme (TF) :

- **LOT 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE** :
 - la dépollution, la démolition et l'enlèvement de deux fosses septiques,
 - la création d'un bâtiment dédié aux sanitaires,
 - l'extension d'un carbet existant (fourniture et pose d'une pergola) ainsi que la reprise de sa toiture et des gouttières attenantes (descentes d'eau comprises),
 - l'habillage d'une façade avec un bardage en bois exotique,
 - la réfection de l'entrée du camp (mise en place d'un accès sécurisé et de clôtures) ;
- **LOT 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD)** :
 - la fourniture et la mise en œuvre d'une station d'épuration (STEP) de type « filtration par végétaux »,
 - la fourniture et la pose d'un réseau des Eaux Usées (EU),
 - la fourniture et la pose d'un réseau d'Adduction d'Eau Potable (AEP),
 - la fourniture et la pose d'un réseau Basse Tension (BT),
 - le curage des fossés des Eaux Pluviales (EP).

Tranche optionnelle 1 (TO1) associée au lot 1 de la tranche ferme :

- **Réhabilitation / Aménagement TCE** :
 - la réhabilitation d'un bâtiment existant (anciens sanitaires en dépôt).

1.2.2.2 Délai d'affermissement

Une tranche optionnelle non assortie d'un délai spécifique d'affermissement peut être affermie à tout moment pendant la durée de validité du marché sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

1.2.2.3 Indemnité de dédit

Sans objet.

1.3 Mesure de sécurité – confidentialité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/Travaux (CCAG/T).

1.3.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

1.3.2 Mesures de sécurité

1.3.2.1 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit être complétée pour chaque personnel par une photocopie lisible recto verso de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou celle de la carte de séjour pour les ouvriers étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D.1221-23 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.3.2.2 Contrôle d'accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

1.3.2.3 Horaires de travail

Le titulaire devra respecter les horaires suivants :

- du lundi au jeudi : 06h00 à 18h00 ;
- le vendredi : de 06h00 à 12h30 ;
- le week-end : pas de travaux.

Les dérogations à ces horaires seront demandées à la maîtrise d'œuvre au moins 48 heures à l'avance. Cette dernière sera la seule compétente pour délivrer ou non l'autorisation de travaux, ce pour toute la durée du chantier.

Les jours fériés tant nationaux que d'usage local et chômés, seront respectés.

1.3.2.4 Identification des salariés employés sur le chantier – port du badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente sa carte d'identité professionnelle sécurisée (fournie par son employeur) avec les éléments suivants :

- photo ;
- nom de la personne ;
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération) ;
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

2 Intervenants

2.1 Maitre d'ouvrage

État – ministère des Outre-mer.

Le chef de corps du régiment du service militaire adaptée de la Martinique.

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la **direction des travaux et de l'infrastructure (DTI) du RSMA de la Martinique (RSMA-Mq)** qui est chargée d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Cette mission est sans étude d'exécution des ouvrages. Le dossier des ouvrages exécutés est à la charge des entreprises.

2.3 Titulaires

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.4 Formes des notifications et informations

2.4.1 Communication au titulaire

Les ordres de services (OS) seront notifiés par le maître d'œuvre via la messagerie sécurisée PLACE et une copie sera adressée par courriel. Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux, le titulaire destinataire du courrier devra impérativement accuser réception (automatique sur PLACE à l'ouverture du pli).

Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme

de dématérialisation de l'acheteur (PLACE), même en l'absence de consultation pendant huit jours par l'autre partie.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

2.4.2 Forme des notifications et informations

Toutes les notifications et informations seront réalisées par le biais du profil acheteur (PLACE).

En cas de groupement, les notifications et informations seront faites au mandataire pour l'ensemble du groupe.

2.5 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire l'acceptation du sous-traitant.

2.6 Contrôle technique

Sans objet.

2.7 Coordinateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Sans objet.

2.8 Mission sécurité et protection de la santé (SPS)

La mission SPS est assurée par : QUALICONSLT, BP102, 97224 DUCOS.

3 Pièces constitutives du marché

3.1 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles :

- l'**Acte d'Engagement** (AE) et ses éventuelles annexes financières;
- le **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) ;
- le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses **annexes** (dossier de plans) ;
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales** (CCAG/Travaux) applicable aux marchés publics de **travaux** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le **Cahier des Clauses Techniques Générales** (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- le **mémoire technique** du titulaire ;
- les **éléments de décomposition de l'offre financière** du titulaire ;
- les **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2 Langue

Tous les documents transmis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

3.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

4 Modalités de règlement – variations des prix

4.1 Demandes de paiement mensuel

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG/Travaux.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Le projet de décompte ou la facture sont adressés au maître d'œuvre par le **biais du portail chorus-pro** conformément au modèle joint au dossier de consultation ou remis lors de la première réunion de chantier. Les informations listées ci-dessous figureront obligatoirement sur le projet de décompte ou la facture **sous peine de rejet** :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- la raison sociale du titulaire, sa forme juridique, son capital social ;
- l'adresse du titulaire ;
- la référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- le nom du maître d'ouvrage ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché indiqué dans la lettre de notification ;
- la désignation du payeur : DRFIP Martinique ;
- le n° du service exécutant (code SE) : D04114W972 ;
- la date d'exécution des travaux ;
- la dénomination précise des travaux réalisés ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer.

Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat.

4.1.1 Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du maître d'œuvre, pour accord sur les travaux, quantités ou tout autre point pouvant présenter un problème.

4.2 Les prix

Conformément à l'article 9.1 du CCAG/Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôt et taxes, toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filiale équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de ladite filiale par le maître d'ouvrage.

4.2.1 Contenu des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels ;
- en prenant en compte l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux seront exécutés ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

4.2.2 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

4.2.3 Mois d'établissement des prix

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG/Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur et prend en compte le mois de remise des offres indiqué dans les documents de la consultation.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

4.2.4 Modalités de variation des prix

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché concerné sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Les index de référence sont :

- **LOT 1** (incluant la TO1) : Réhabilitation / Aménagement TCE : BT01
- **LOT 2** : Voirie et Réseaux Divers (VRD) : TP01

4.2.5 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

5 **Avance**

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R2191-3 et R2191-13 du code de la commande publique.

Dès lors que le montant initial de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'option applicable pour le versement de l'avance est l'option A définie à l'article 10.1 du CCAG/Travaux.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance.

Il indique dans l'acte d'engagement s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance. En cochant la case « OUI », le titulaire refuse le versement de l'avance. En cochant la case « NON », le titulaire accepte le versement de l'avance.

5.1 **Modalité de calcul de l'avance**

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

5.2 **Modalité de versement de l'avance**

Conformément à l'article R 2192-24 du CCP, le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux.

5.3 **Remboursement de l'avance**

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse de 65 % du montant total du marché.

Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

En application de l'article R2193-21 du CCP, si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sur la totalité du montant du marché, sous-traite une part de ce marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

5.4 **L'avance versée au sous-traitant**

Dès lors que le marché prévoit le versement d'une avance, les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande.

Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire du marché ne fait pas obstacle à ce que ses sous-traitants en obtiennent le versement.

5.4.1 Calcul du montant de l'avance

Dès lors qu'un sous-traitant demande le paiement d'une avance, le versement de celle-ci a une incidence sur le montant de l'avance du titulaire.

L'assiette de l'avance du titulaire constitue le montant des prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées mais qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend en revanche pas le montant des prestations sous-traitées qui font l'objet d'un paiement direct.

5.4.2 Versement de l'avance

Le versement de l'avance intervient à partir de la date de notification de l'acte de sous-traitance. Le sous-traitant veille à indiquer sur ce dernier, s'il refuse ou non le versement de l'avance.

Le montant de l'avance n'est ni révisé ni actualisé.

5.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

5.5.1 Groupement : paiement des membres du groupement

La facture remise par le mandataire vaut, pour chaque membre du groupement, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

5.5.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part au maître d'ouvrage. La demande de paiement est transmise par Chorus Pro.

Délai global de paiement :

Compte tenu du principe de responsabilité du titulaire pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du contrat, y compris celles qu'il a sous-traitées, l'administration procède au paiement du sous-traitant dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'accord donné par l'entrepreneur principal.

Si le titulaire du marché n'a donné aucune suite dans un délai de 15 jours à la demande de paiement de son sous-traitant, le point de départ du délai de paiement est la date de réception par l'administration de la demande de paiement du sous-traitant, que celui-ci a lui-même transmise.

6 Retenue de garantie

Sans objet.

7 Délais d'exécution – pénalités

7.1 Délai d'exécution des travaux et prolongation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, le marché prévoit une période de préparation d'un **(1)** mois, **non comprise** dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG/Travaux, le délai global d'exécution des travaux objet de la tranche ferme du marché est de **cinq (5)** mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer. Le délai global d'exécution des travaux objet de la tranche optionnelle 1 (TO1) est de **deux (2)** mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

7.2 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/Travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du représentant du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (messagerie sécurisée PLACE).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

En vue de l'application éventuelle du 3ème alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vents et tempêtes	30 m/s	Durant une rafale
Pluies et ondes tropicales	100 mm/jour	Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo du MARIN (97290), consultables à M+1 sur le site Météo France.

En cas de cyclone, la prolongation de délai sera automatique selon le nombre de jours classés en rouge et violet.

7.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, l'application des pénalités de retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, notifié par OS.

CAUSES	PENALITES
Retard dans l'exécution des travaux	1/1000 du montant HT de la tranche en cours d'exécution par jour calendaire
Absence en réunion	200€ par absence
Retard en réunion	100€ par retard
Retard de transmission de documents	100€ par jour calendaire
Retard dans la communication envers les tiers	100€ par jour calendaire
Non application des mesures face aux nuisances occasionnées à des tiers – nettoyage inclus	200€ par jour et par action identifiée comme non prise
Non communication du contrat de sous-traitance	2000€ par constat
Absence aux opérations de réception et de levée de réserve	500€ par absence
Retard pour la levée des réserves	200€ par jour calendaire
Retard dans la diffusion du DOE complet (1 mois post réception des travaux)	Retenue provisoire de 5000€ + Pénalité de 100€ par jour calendaire
Non nettoyage de chantier	500€ par jour calendaire
Non-respect du PGCSPPS	500€ par constat et par jour calendaire

7.3.1.1 Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion

Sans objet.

7.3.1.2 Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementale

CAUSES	PENALITES
Non-évacuation des déchets	100€/m3

7.4 Dispositif de vigilance avec e-attestations.com

7.4.1 Formes de notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par le biais du profil d'acheteur PLACE.

7.4.2 Obligations d'informations relatives aux titulaires

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale et à l'adresse du siège ;
- le capital social ou ses détenteurs ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est tenu au respect des lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, tous les six (6) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois ;
- son numéro unique d'identification conformément à l'article R 2143-9 du CCP ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnées à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont remis par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières transmettent ces documents.

8 Modalités d'exécution du marché

8.1 Piquetage général

La réalisation du piquetage général est à la charge du titulaire du marché.

8.2 Piquetage spécial des ouvrages enterrés

La réalisation du piquetage spécial est à la charge du titulaire du marché.

8.3 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux.

8.4 Provenance, qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Sans objet.

9 Préparation et exécution des travaux

9.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre :

- délivrera les autorisations d'accès au site ;
- désignera des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- désignera les moyens et installations mis à disposition ;
- approuvera le calendrier détaillé d'exécution.

9.1.2 Par les soins du titulaire

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage le schéma d'organisation et de gestion des déchets.

9.1.3 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4 du présent CCAP ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/Travaux ;
- établissement des projets de plans d'installation de chantier ;
- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG/Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9.2 Echantillons - notices techniques - PV d'agrément

Les échantillons, les notices techniques et PV d'agrément seront fournies sur demande du maître d'œuvre (MOE) dans un délai de 15 jours.

9.3 Plan d'exécution – note de calculs – étude de détail

Visés par le Maître d'œuvre dans un délai de 15 jours prévu au titre de l'opération.

9.4 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

9.4.1 Installations de chantier et lieux de dépôts provisoires

Il est mis à la disposition gratuitement de l'entrepreneur, un emplacement pour l'installation de chantier et les dépôts de déchets selon les dispositions du PGCSPPS et soumis à validation du PIC par le CSPPS et le MOE.

Les emplacements mis à disposition gratuitement pour installations de chantier doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution. Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

9.4.2 Mise à disposition des énergies

- eau : mise à disposition à la charge du maître d'ouvrage ;
- électricité : branchement chantier sur armoires de proximité à la charge du titulaire (assisté par MOU).

Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune autre prestation.

9.4.3 Sécurité, hygiène du chantier et mesure d'ordre

A - Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

B - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

9.4.3.1 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de pré-alerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier et notamment :

- arrimage des installations de chantiers et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- sécurisation des zones de chantier.

9.4.4 Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle de l'autorité militaire, et celle dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service lui ayant passé la commande.

9.4.5 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

9.4.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG/Travaux sont seules applicables.

9.4.7 Emploi d'explosifs

L'emploi des explosifs est interdit.

9.4.8 Travaux d'électricité

Les personnels de l'entreprise utilisant les travaux d'électricité doivent :

- détenir le recueil U.T.E.C. 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention ;
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification ;
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

9.5 Gestion des déchets de chantier

Conformément aux articles 36.1 et 36.2 du CCAG/Travaux, aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés à l'article 9 du CCTP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office vers des filières de valorisation, à ses frais.

9.6 Documents fournis après exécution des travaux

Conformément à l'article 40 du CCAG/Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard le jour de la réception, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

Le retard ou l'absence de remise de la totalité de ces documents fera l'objet d'une réception sous réserve et entraînera l'application de la retenue fixée à l'article 7.3 du présent CCAP.

Le marché sera soldé à l'expiration du délai fixé par le maître d'ouvrage pour la levée des réserves.

10 Contrôle et réception des travaux

10.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages décrits et listés dans les documents particuliers du marché, sont à la charge du titulaire.

10.2 Garanties contractuelles

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG/Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

11 Modification et résiliation du marché

11.1 Modification du marché

Le marché peut être modifié dans les cas mentionnés aux articles L.2194-1 à L.2194-3 et R.2194-1 et suivants du CCP.

11.2 Résiliation du marché

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG/Travaux, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à 10 et R. 2143-16 du CCP peut entraîner la résiliation du marché par décision du maître d'ouvrage, signataire du marché, aux frais et risques du déclarant.

En complément de l'article 50.3.1 du CCAG/Travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du CCP, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

11.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG/Travaux, lorsque le représentant du maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

12 Différends, litiges - voie de recours

12.1 Différends et litiges

Les différends et litiges sont réglés conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG/Travaux.

12.2 Voie de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de la MARTINIQUE

12 rue des citronniers

Plateau Fofo

97233 SCHOELCHER

Délais d'introduction des recours :

- à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence et avant la signature du marché (référé précontractuel, article L. 551-1 du code de justice administrative) ;
- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée (recours pour excès de pouvoir, article R. 421-1 du code de justice administrative pouvant être assorti d'une demande de référé suspension, article L. 521-1 du code de justice administrative) ;

- recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et des modalités de sa conclusion. Ce recours peut être assorti d'une demande de référé suspension article L. 521-1 du code de la justice administrative.

12.3 Règlement amiable des litiges et des différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au maître d'ouvrage et adressé en copie à la cellule achats dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande, le maître d'ouvrage est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le maître d'ouvrage est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

Passé ce délai de 6 mois, le titulaire est considéré comme ayant renoncé à tout recours contentieux sur le fondement de son mémoire de réclamation.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer ultérieurement avec le titulaire un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pour des prestations similaires en vertu de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

13 Dérogations aux documents généraux

N°articles de la présente consultation	DESIGNATION	DEROGE
2.5	Désignation des sous-traitants	article 3.6.1.2 du CCAG Travaux
3.1	Pièces constitutives du marché	article 4.1 du CCAG Travaux
3.3	Cession ou nantissement des créances	article 4.2 du CCAG Travaux
7.1	Délai d'exécution des travaux	articles 28.1 ; 18.1.1 ; 18.2.1 du CCAG Travaux
7.2	Pénalités	article 19.2.3 du CCAG Travaux
7.3.1	Notifications	article 3.1.1 du CCAG Travaux
11.2.1	Résiliation	article 50.4 du CCAG Travaux